





Document d'orientation

• Juillet 2016



Plate-forme des acteurs non étatiques 85 A, 2^e étage, Sacré-Cœur 3 Pyrotechnie, Dakar

Tél.: 33 869 45 40

www.plateforme-ane.sn







TABLE DES MATIERES

INT	RODUCTION	3
1.	LE CONTEXTE ET JUSTIFICATION	4
2.	LA PROBLEMATIQUE	5
3.	LES OBJECTIFS ET LES RESULTATS ATTENDUS	6
4.	LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE	7
4.1	La structuration et l'organisation des fora régionaux citoyens sur le PSE	7
4.2	La rencontre des acteurs : leçon inaugurale, panels, conférences	7
4.3	Les ateliers d'échange	8
4.4	Les recommandations aux acteurs	8
4.5	L'agenda commun pour la réflexion et l'action	8
4.6	Le dispositif de reportage et publication des Actes	8
4.7	La communication	9
5.	LES GROUPES CIBLES / PARTICIPANTS	9
6.	LE DISPOSITIF ORGANISATIONNEL	10
7.	LE CALENDRIER INDICATIF	11
8.	LE PROJET DE BUDGET	13

INTRODUCTION

Après deux éditions tenues en 2009 et 2013, grâce à l'appui du 9ème et du 10ème FED, la troisième Université des acteurs non étatiques est prévue au mois de **Décembre 2017 sur le thème « Le Plan Sénégal Emergent avec et par les citoyens ».**

L'Université est un cadre de dialogue, de réflexion, de partage, d'échanges et de mutualisation des pratiques entre les différents acteurs non étatiques, l'État, les collectivités territoriales et les partenaires au développement.

Parmi les notions clés qui justifient la mise sur pied de la Plate-forme des acteurs non étatiques au Sénégal, figurent « la participation », dont le contenu se prolonge dans celles de « contrôle citoyen », de « cohésion sociale » et de « solidarité »...

Aussi, la participation citoyenne qui constitue la pierre angulaire de l'Université, est aussi un mécanisme donné aux différentes parties prenantes, de réfléchir entre autres, sur des thèmes d'actualité, tels que le dividende démographique, les projets phares et les reformes du PSE, la gouvernance économique, la gouvernance locale, etc., afin de dégager des recommandations permettant d'améliorer la *pertinence* et *l'efficacité des politiques publiques*, notamment le Plan Sénégal Emergent.

Ainsi, l'Université offre l'opportunité de contribuer à renforcer la qualité de la participation des acteurs non étatiques aux politiques publiques et, ce faisant, de consolider la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance dans notre sociétés et nos institutions.



1. LE CONTEXTEET JUSTIFICATION

Le Sénégal a décidé d'adopter un nouveau modèle de développement pour accélérer sa marche vers l'émergence. Cette stratégie, dénommée Plan Sénégal Émergent (PSE), constitue le référentiel de la politique économique et sociale sur le moyen et le long terme.

Après la mise en œuvre de deux générations de Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) de 2003 à 2010, le Sénégal avait opté pour une Stratégie Nationale de Développement Economique et Social pour la période 2013-2017 (SNDES), qui constituait le cadre consensuel de coordination des interventions publiques.

Adoptée en novembre 2012 par le Gouvernement et l'ensemble de ses partenaires au développement, le Plan stratégique Sénégal Emergent (PSE) a pour vision l'émergence économique à l'horizon 2035. Le Plan d'Actions Prioritaires, articulé sur la période 2014-2018, constitue le document de référence des interventions de l'Etat, des partenaires techniques et financiers, du partenariat public-privé et de la participation citoyenne, à moyen terme.

L'ambition de l'Etat du Sénégal est de faire du capital humain un des leviers fondamentaux de développement. Pour ce faire, il s'agira de consolider les acquis, notamment en matière de gouvernance démocratique, et de recentrer les priorités dans la perspective de garantir durablement la stabilité économique, politique et sociale. La réalisation de cette ambition repose sur la mise en œuvre d'un important programme d'investissements dans les secteurs porteurs¹, à même d'impulser une dynamique de croissance forte et soutenue, en s'appuyant sur trois axes :

- une transformation structurelle de l'économie à travers la consolidation des moteurs actuels de la croissance et le développement de nouveaux secteurs créateurs de richesses, d'emplois, d'inclusion sociale et à forte capacité d'exportation et d'attraction d'investissements;
- une amélioration significative des conditions de vie des populations, une lutte plus soutenue contre les inégalités sociales tout en préservant la base de ressources et en favorisant l'émergence de territoires viables ; et
- le renforcement de la sécurité, de la stabilité et de la gouvernance, de la protection des droits et libertés et de la consolidation de l'État de droit afin de créer les meilleures conditions d'une paix sociale et de favoriser le plein épanouissement des potentialités.

Dans le PSE, en matière de bonne gouvernance, le Gouvernement du Sénégal ambitionne de promouvoir : (i) la paix, la démocratie et la sécurité ; (ii) la gestion vertueuse des ressources publiques; (iii) les cadres fonctionnels de dialogue sur les politiques publiques et (iv) l'institutionnalisation de mécanismes de dialogue entre les élus et collectivités locales, l'Etat, ses différents démembrements, le citoyen, les partenaires sociaux, la société civile et le secteur privé. C'est dans ce cadre que s'est tenue l'organisation de la conférence sociale et l'adoption d'un Pacte national de stabilité sociale et d'émergence, dont l'objectif est de créer les conditions d'une paix sociale durable et d'un environnement favorable à la productivité, la compétitivité et l'investissement.

Ainsi, se fondant sur ces principes, la 3^{ième}Université des Acteurs non étatiques veut contribuer à faire l'état des lieux des politiques nationales et des stratégies locales dans les différents axes stratégiques et du plan d'actions prioritaire du PSE.

¹Le Plan Sénégal Emergent repose ainsi sur trois principaux axes : (i) Transformation structurelle de l'économie et croissance, (ii) Capital humain, protection sociale et développement durable et (iii) Gouvernance, institutions, paix et sécurité.

2. LA PROBLEMATIQUE

Pour atteindre les objectifs du PSE et mobiliser l'ensemble des acteurs à une cause nationale de projet de société, il est impératif que chaque citoyen soit mis dans les conditions de participer à la création de la richesse nationale selon ses moyens et ses capacités et bénéficier de cette richesse selon ses mérites. A cet effet, il nous paraît important de souligner que le contrôle citoyen n'est pas un contrepouvoir ou un pouvoir alternatif mais plutôt une manière à travers laquelle les populations exercent une citoyenneté active, par le biais de leurs formes organisationnelles et collectives, pour :

- i) une pertinence des politiques publiques davantage inclusives: la politique publique, « est un programme d'action gouvernemental, sur le territoire d'un État, s'appuyant sur une recherche de compromis entre intérêts divergents. Ces compromis sont le produit d'une médiation entre des forces sociales ou des groupes d'acteurs qui s'affrontent et qui négocient les principes nécessaires aux arbitrages et aux décisions.
- ii) une nécessité d'une participation de qualité de plus en plus affirmée et assumée des acteurs non étatiques: La participation citoyenne², ne s'arrête pas au fait de glisser un bulletin dans l'urne. Elle n'est pas une concession de l'État, mais plutôt un devoir pour chaque citoyen d'exercer sa responsabilité en étant un « actionnaire de la République ». L'Acte III de la décentralisation qui a pour objectif d'assurer la territorialisation des politiques publiques, érige la participation citoyenne, dans sa section 2, au rang de principe au même titre que la libre administration des Collectivités locales. Cette volonté politique est clairement exprimée garantit aux populations leur pleine participation à la gestion des affaires publiques.
- iii) une valorisation des initiatives et actions de développement des ANE nées des réponses diversifiées et adaptées à la demande des communautés pour plus de qualité dans les conditions de vie des populations : Quel que soit l'aboutissement des discussions sur la pertinence de la participation citoyenne ou la fidélité des expériences au regard des considérations théoriques, il n'en reste pas moins que de nombreux acteurs non étatiques se sont investis dans tous les domaines aux fins de trouver des solutions aux problèmes sociaux économiques, politiques, environnementaux qui traversent notre société et nos institutions. L'analyse et l'évaluation des résultats et impacts de l'action des AnE³a démontré leur rôle et place dans les processus de développement, de même que l'efficacité de leurs actions. En effet, la claire démonstration des succès et plus-values des AnE a rejailli sur leur crédibilité et une prise de conscience plus forte de la nécessité de les responsabiliser davantage dans la mise en œuvre des politiques publiques.
- iv) une mise en perspective des pratiques / expériences réussies avec les politiques publiques notamment avec le PSE: La matérialisation de la participation des AnE, dans les sphères de décisions relatives aux politiques publiques, s'apprécie par leur contribution dans les orientations que par leur intervention. Dans le PSE, la gouvernance occupe une place importante. Elle est élevée en axe 3 et au rang de règles de gestion du processus de développement pour bâtir un consensus sur un certain nombre de principes, notamment : (i) la paix, la démocratie et la sécurité; (ii) la gestion vertueuse des ressources publiques; (iii) un alignement de la structure des dépenses publiques sur les priorités de développement; (iv) l'éthique, la transparence, la reddition des comptes et l'efficacité de la dépense publique ; et (v) l'existence de cadres fonctionnels de dialogue sur les politiques publiques. Le respect de ces principes et règles requiert la foi dans des valeurs partagées en vue de susciter et d'entretenir la confiance réciproque entre les acteurs.

²Le referendum du 20 mars 2016 a renforcé la citoyenneté par la consécration de devoirs du citoyen ; avec la reconnaissance de nouveaux droits aux citoyens : droits à un environnement sain, sur leurs ressources naturelles et leur patrimoine foncier.

³Document de capitalisation de la participation des ANE aux politiques publiques Mai 2014 PFANE/GPAO/MPBGRI

3. LES OBJECTIFS ET LES RESULTATS ATTENDUS

L'objectif général de l'Université répond à la mission « d'offrir un cadre approprié d'échanges et de solidarité entre acteurs non étatiques, en vue d'une participation citoyenne efficace aux politiques publiques et d'une meilleure contribution à la promotion de la bonne gouvernance ».

Les objectifs spécifiques de l'Université des AnE sont les suivants :

- 1. Informer et partager le PSE, avec le plus grand nombre d'AnE;
- 2. Approprier le concept du dividende démographique et partager les résultats de recherches en les intégrant dans le PSE ;
- 3. Vulgariser les missions du CESE, notamment la pétition citoyenne et partager les productions/avis du CESE, auprès du plus grand nombre d'AnE dans les 14 régions du Sénégal;
- 4. Identifier les points d'entrée et les thématiques pertinents pour mettre en relief les défis à relever pour faire et réaliser la part des AnE dans le PSE ;
- 5. Mieux comprendre les enjeux principaux liés au contexte d'intervention spécifique dans différentes localités au Sénégal ;
- 6. Identifier et capitaliser les initiatives des ANE ayant une valeur ajoutée avérée dans les axes stratégiques du PSE ;
- 7. Elaborer un « livre blanc » sous forme de cahier de recommandations citoyennes.

Le principal résultat attendu est une participation efficace des acteurs non étatiques à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques au Sénégal, plus particulièrement :

- a) L'état d'exécution des axes stratégiques et secteurs prioritaires: il s'agira d'informer le citoyen pour lui permettre de mieux comprendre les enjeux principaux liés au contexte d'intervention spécifique dans chaque région avec (1) des cadres d'information et de partage de la vision et des réalisations dans chaque région; (2) des échanges sur les opportunités offertes par le PSE (3) l'identification et la capitalisation des initiatives des AnE pour chacun des axes du PSE;
- b) les défis majeurs de la contribution des ANE et de leur partenariat dans les axes stratégiques et secteurs prioritaires dans le PSE : il s'agira (1) d'identifier les défis qui se posent aux ANE et à leur participation à la mise en œuvre du PSE ; (2) d'identifier les points d'entrée dans les secteurs prioritaires pour mettre en relief les contributions des AnE pour réaliser un PSE par les citoyens ; (2) capitaliser l'impact et la Valeur Ajoutée de l'approche et de l'intervention des ANE dans le PSE.
- c) Une participation citoyenne et un contrôle citoyen de l'action publique renforcé; considérés comme principes fondamentaux de la bonne gouvernance, ils favorisent la redevabilité et la transparence. Il s'agira (1) d'informer et de mobiliser les AnE pour la réalisation des objectifs du PSE; (2) mettre en place et d'animer des cadres fonctionnels de dialogue sur les politiques publiques;(3) institutionnaliser de mécanismes de dialogue entre les Collectivités locales, l'Etat, ses différents démembrements, le citoyen, les partenaires sociaux, la société civile et le secteur privé.
- d) La mission du CESE est mieux connue et la pétition citoyenne auprès du CESE est partagée et soutenue pour systématiser la contribution des AnE au développement économique, social et environnemental de notre pays en plaçant le citoyen au cœur de l'action publique dans la définition, l'évaluation et/ou à l'amélioration des politiques publiques ;
- e) Le Concept de Dividende Démographique et les résultats partagés avec les populations ; il s'agira de partager avec les membres de la plateforme des ANE, participants et autres populations

cibles des recommandations des études et le concept du dividende démographique afin que les citoyens puissent se l'approprier pleinement et jouer un rôle d'avant garde pour son capture au Sénégal.

f) Un « livre blanc » sous forme de cahier de recommandations citoyennes sur le PSE publié :L'Université revêt également un caractère particulier dans sa dimension pragmatique. Le fait de réinvestir de sens les pratiques liées à la contribution des acteurs non étatiques au PSE débouchera sur l'identification de mesures concrètes visant à améliorer l'opérationnalisation des principes de participation et de dialogue à la mise en œuvre du PSE.

4. LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La stratégie globale d'animation sera articulée autour de séances plénières, de travaux en ateliers et d'exposé d'expériences visant respectivement à étayer les démonstrations, les discussions, les échanges d'expériences et les bonnes pratiques. Les principaux types d'activités sont les suivantes.

4.1 La structuration et l'organisation des fora régionaux citoyens sur le PSE

Le processus de l'Université des acteurs non étatiques se nourrit des vécus et des expériences de terrains des acteurs. Ainsi, il a été retenu d'entrer par régions et par secteurs et, pour, *informer, capitaliser et mobiliser* les acteurs sur les projets phares en identifiant un certain nombre d'expériences riches en informations, bonnes pratiques et leçons concernant la contribution des acteurs non étatiques pour une appropriation et une réussite du PSE. Autour de chaque forum régional, il est constitué un « pool de capitalisation » qui regroupe des acteurs porteurs d'expériences et des membres du Comité de coordination (dont un facilitateur point focal).

Les fora régionaux citoyens sont structurés autour de quatre points suivants :

- une présentation du PSE pour mieux partager les informations, (la vision, les objectifs, les données, les axes stratégiques, les plans d'action, le financement, les opportunités....) et des réalisations dans chaque région pour faire l'état des lieux du niveau d'exécution dans les secteurs et projets phares ;
- une présentation sur le dividende démographique au Sénégal (résultats des études, concept, liens entre le dividende démographique et le PSE).
- à partir de diverses initiatives développées par les acteurs non étatiques, des échanges sur les bonnes pratiques sont organisées avec les porteurs d'expériences afin d'en tirer les éléments d'analyse.
- formuler des contributions pertinentes et efficaces pour améliorer les stratégies de mise en œuvre du PSE.

4.2 La rencontre des acteurs : leçon inaugurale, panels, conférences

Leçons du terrain (bonnes pratiques, écueils durant les fora régionaux citoyens, etc.). À travers la présente initiative, les acteurs non étatiques sont dans une dynamique de recherche-action qui vise concrètement à améliorer la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la portée de leurs actions et impacts sur PSE. Aussi, tout part de la pratique pour y revenir. Les exercices de capitalisation des expériences, les témoignages et les analyses des pratiques permettront de tirer des leçons du terrain. Il en est attendu la promotion d'innovations issues des acteurs tout comme l'identification de nouvelles pistes d'action et de recherche.

4.3 Les ateliers d'échange

Ils porteront sur diverses expériences développées par les acteurs non étatiques et seront organisés pour échanger sur les bonnes pratiques en vue de formuler des contributions pertinentes et efficaces pour améliorer les stratégies et politiques publiques. À cet effet, un travail préparatoire important devra être réalisé pour accompagner la formulation des récits des pratiques à présenter par les porteurs d'expériences et pour structurer les débats afin d'en tirer les éléments d'analyse. Des témoignages d'acteurs divers (institutionnels, communautés, parlementaires, etc.) permettront de se donner une idée concrète des résultats, des acquis, des limites et de l'impact de l'action des acteurs non étatiques.

4.4 Les recommandations aux acteurs

L'Université revêt également un caractère particulier dans sa dimension pragmatique. Le fait de réinvestir de sens les pratiques liées à la contribution des acteurs non étatiques au PSE doit déboucher ici sur l'identification de mesures concrètes visant à améliorer l'opérationnalisation des principes de participation et de dialogue à la mise en œuvre du PSE.

4.5 L'agenda commun pour la réflexion et l'action

En particulier plaidoyer stratégique, recherche et renforcement de capacités. L'exercice ne doit pas se limiter à une sorte de « messe » pour les acteurs non étatiques, à vivre comme un évènement d'envergure, mais ponctuel : au contraire, les échanges doivent irriguer et enrichir l'action collective au niveau du PSE. <u>L'enjeu principal est l'intégration effective des recommandations des acteurs dans le 2ème Plan d'actions prioritaires du PSE (2019-2023)</u>. Les réseaux et coalitions, en particulier la Plateforme des acteurs non étatiques, doivent trouver ici matière à consolider leurs plans stratégiques et opérationnels pour répondre aux nécessités du contexte et améliorer la qualité de leurs services au profit du PSE et par ricochet des populations.

4.6 Le dispositif de reportage et publication des Actes

Pour éviter de perdre la substance des débats dans les ateliers et les plénières, il sera mis en place un dispositif de reportage avec des canevas de rapports et des outils stabilisés. Un rapporteur général coordonnera ce travail et produira un rapport général.

Ce rapport général sera la base pour l'élaboration et la rédaction des Actes de l'Université qui comprendront en outre le document de base, les résumés des fora, les textes de contribution, la présentation et l'évaluation de l'exposition, des témoignages d'acteurs sur l'Université, etc.



4.7 La communication

L'objectif principal de la communication est de donner à l'Université des acteurs non étatiques une image et une référence d'un cadre structuré de dialogue, de réflexion, d'échanges et de mutualisation des pratiques des différents acteurs : non étatiques, État, collectivités locales et partenaires au développement.



Il s'agit ainsi de constituer un espace des capacités

fortes et régulières en communication dont l'objectif est de construire et développer une bonne circulation de l'information entre les acteurs et une communication structurée dans le temps afin d'améliorer la visibilité et la lisibilité de la participation des acteurs non étatiques au PSE.

Surtout, la communication devra mettre l'accent sur les résultats et l'impact des interventions menées, au-delà des messages ponctuels et factuels sur l'événement. Elle sera articulée de manière permanente sur le message clé suivant :« Communiquons de manière durable et structurée sur ce que les ANE savent faire ».

5. LES GROUPES CIBLES / PARTICIPANTS

Il est attendu un grand moment d'information de sensibilisation et de communication d'une importante frange de la population sénégalaise sur la mise en œuvre du PSE. De manière spécifique, les fora régionaux vont mobiliser (2800) participants, l'université (300) trois cents participants, etles supports de communication pour toucher plus d'un million de personnes :

- les acteurs non étatiques dans leur diversité (membres ou non de la Plate-forme, société civile, syndicats et secteur privé);
- l'État à travers les grandes administrations (Économie et Finances, Justice, Éducation, Santé, Agriculture, Industrie et Mines, etc.);
- L'Assemblée nationale;
- Le Conseil économique, social et environnemental;
- les élus locaux et collectivités ;
- les magistrats (à travers l'AMS) et les avocats (à travers leur ordre) et l'association des femmes juristes...
- les responsables, enseignants et chercheurs des Instituts de formation et de recherches comme l'ENAM, l'ENEA, le FASEG, la FAC de droit, le laboratoire d'analyse sociale et politique de l'UCAD II, le CEDS, etc.;
- tous les organes de presse;
- les étudiants (futurs responsables ou décideurs politiques et publics) avec une forte mobilisation des universités publique et privée et les instituts et établissements de formation (École nationale d'administration, faculté des sciences juridiques et économiques, IAM, ISM, Supdeco... ainsi que les écoles de formation en journalisme dont le CESTI, l'ISSIC.
- les partenaires au développement (fondations, ONG internationales, bailleurs de fonds, ambassades, divers projets – PNDL, CSLP, etc.).

6. LE DISPOSITIF ORGANISATIONNEL

Un travail préparatoire important est mené pour accompagner le processus de formulation et d'organisation de l'Université. Dans cette perspective, il est important de coordonner les actions des différentes parties prenantes par la mise en place d'un dispositif organisationnel pour sa mise en œuvre technique et méthodologique.

Le Comité de pilotage

Composition: Bureau exécutif de la PFANE, BOS/PSE, DGPPE, CESE, UNFPA

Mission:

- Orienter les perspectives de l'Université.
- Valider le cahier de charge des comités préparatoires.
- Mobiliser les ressources humaines et financières.
- Coordonner le processus de formulation, de préparation et d'organisation.
- Coordonner le travail des comités scientifiques : communication et organisation.

L'Unité de coordination

<u>Composition</u>: Coordonnateur UANE, Equipe du Secrétariat Exécutif de PFANE, <u>Mission</u>:

- Élaborer le document d'orientation de l'Université : le document doit présenter le format de l'Université,
- Organiser les fora régionaux citoyens retenues selon les secteurs choisies. Veiller à la diversité et au caractère inclusif des types d'acteurs...
- Préparer l'organisation de l'Université (format, contenu, agenda, formulation et le cadrage des consignes à donner aux communicants, discutants et modérateurs...): recueillir et analyser les communications, contributions, produire les consignes des ateliers, faciliter l'animation scientifique.
- Centraliser les produits de l'Université et produire les actes finaux.

Le Comité scientifique

<u>Composition</u>: Président du Comité scientifique, les responsables des secteurs du BOS et personnes ressources

Mission:

- Produire un document de présentation de l'Université qui campe le sujet et permet d'expliquer aux acteurs les principes, modalités, les étapes et dispositifs en place pour la préparation et la réalisation des exercices de capitalisation.
- Faciliter les séances de partage d'expérience et identifier des expériences devant faire l'objet de capitalisation pour chaque entrée thématique.
- Elaborer les outils de reporting des porteurs d'expérience pour la conduite des exercices de capitalisation.
- Finaliser et contrôler la qualité des produits

7. LE CALENDRIER INDICATIF

Activités	Tâches	06/	07/	08/	09/	10/	11/	12/	01/	02/	03/	04/	05/
Activites		16	16	16	16	16	16	16	17	17	17	17	17
Comité de pilotage • Orienter et superviser l'Unité de coordination													
Unité de coordination	Conduire le processus de l'université												
Document d'Orientation de l'Université	 Préciser le cadrage théorique et méthodologique pour définir les contours et orientations de l'université 												
Cérémonie de lancement de la 3ème UANE au Conseil économique, social et environnemental	 Réaliser les supports de communication, lancer les invitations et diffuser les spots d'information RTV, presse écrite et en ligne, organiser la cérémonie au CESE 												
Mise en place des pools de capitalisation dans chaque région	organiser des fora régionaux citoyen et élaborer les documents de contribution												
Rencontre méthodologique	 Proposer des outils, canevas et démarches clé de capitalisation à destination des équipes de capitalisation 												
Fora Régionaux Citoyens dans 14 régions	 Recueillir des informations sur les actions et les acteurs porteurs d'expérience dans chaque secteur Définir les modalités spécifiques de capitalisation et les collaborations nécessaires organiser les fora régionaux citoyen 												

Activités	Tâches	06/	07/	08/	09/	10/	11/	12/	01/	02/	03/	04/	05/
Activites		17	17	17	17	17	17	17	18	18	18	18	18
Rencontres complémentaires du CT	 Compléter avec d'autres acteurs les attentes et le schéma global 												
Termes de références Communications scientifiques	 Définir les attentes envers les personnes- ressources pressenties → Formuler les TdR Identifier les profils et personnes ressources 												
Intégration des contributions Fora Régionaux Citoyens	 Suivre, accompagner et au besoin orienter les équipes de capitalisation dans la réalisation de l'exercice 												
Organisation Université (3 jours)	 Tenir la 3^{ième} université des ANE 												
Rencontre du CT pour finalisation rapport	 Elaboration / validation Diffusion valorisation												
Publication des actes	Diffusion du rapport + mise en œuvre recommandations												

8. LE PROJET DE BUDGET

LANCEMENT UNIVERSITE REALISE

Rubriques	Unité	Nbre personne	Nbre jours	Cout unitaire	Cout total	PFAnE	partenaire s locaux	Partenaires nationaux
Location de salles de réunions et conférences	salle		1	350 000	350 000	350 000		
Impression documents et rapports	rapport	1	3	125 000	375 000			375 000
Fournitures et frais de fonctionnement	jour		10	50 000	500 000	250 000		250 000
Restauration participants	participants	150	1	10 000	1 500 000			1 500 000
rapporteur général	rapport	1	3	150 000	450 000			450 000
prise en charge de personnes des régions	nuitée	14	2	50 000	1 400 000			1 400 000
Transport & Logistique	jour		4	50 000	200 000	200 000		
Transport des participants	participant	100	1	5 000	500 000			500 000
TOTAL 1					5 275 000	800 000	-	4 475 000

FORA REGIONAUX REALISES

Rubriques	Unité	Nbre personne	Nbre jours	Cout unitaire	Cout total	Antenne locale	partenaire s locaux	Partenaires nationaux
Location de salles de réunions et conférences	forum		3	100 000	300 000	300 000		
Impression documents et rapports	rapport	1	3	75 000	225 000		225 000	
Fournitures et frais de fonctionnement des foras régionaux sur le PSE	forum		3	100 000	300 000		300 000	

Sous total forum régional					4 905 000	300 000	725 000	3 880 000
Transport des participants	forum	100	1	5 000	500 000			500 000
Transport & Logistique (vidéoprojecteurs, sonorisation, etc.)			4	50 000	200 000		200 000	
prise en charge de personnes ressources (déplacement et perdium équipe nationale)	nuitée	3	2	80 000	480 000			480 000
rapporteurs généraux	rapport	14	1	50 000	700 000			700 000
Indemnités des facilitateurs pools de capitalisation dans chaque région	Personne ressource	1	7	100 000	700 000			700 000
Restauration participants	participants	100	1	15 000	1 500 000			1 500 000

TOTAL 2 DES 14 FORA		1.4	68 670 000	4 200 000	10 150 000	54 320 000	ráalicá
REGIONAUX		14	68 670 000	4 200 000	10 130 000	34 320 000	réalisé

		COI	MMUNICATIO	N & CAPITALISA	ATION			
Rubriques	Unité	Nbre personne	Quantité	Cout unitaire	Cout total	Antenne locale	partenaire s locaux	Partenaires nationaux
Plaquette de présentation de l'UANE	Plaquette		500	1 500	750 000			750 000
Diffusion Document d'Orientation de l'Université	Brochure		500	1 500	750 000			750 000
Posters	Format A5, 135 gr Recto - Quadri Tirage numérique		500	500	250 000			250 000

						15 110 000
TOTAL 3					30 220 000	30 220 000
Vidéo brochures de capitalisation	Vide brochure Ecran 7",128MB	300		18 000	5 400 000	5 400 000
Réalisation vidéo de capitalisation	Vidéo de 7min		1	3 500 000	3 500 000	3 500 000
Couverture de presse Foras régionaux	Une couverture par forum		14	250 000	3 500 000	3 500 000
Publireportages - presse écrite sous format de dossier	Double page (Soleil)		2	1 500 000	3 000 000	3 000 000
Couverture médiatique (publi- reportage et invité du journal télévisé)			2	1 500 000	3 000 000	3 000 000
Badges		300		500	150 000	150 000
Kit participant		300		1 500	450 000	450 000
Porte-documents		300		1 500	450 000	450 000
Insertion web bandeau d'annonce :			6	250 000	1 500 000	1 500 000
Confection et Diffusion bandeau d'annonce: Soleil, Obs			6	250 000	1 500 000	1 500 000
Diffusion bande d'annonce sur RTS et TFM			6	450 000	2 700 000	2 700 000
Confection bande annonce TV de 60 sec			1	700 000	700 000	700 000
Point de Presse sur l'Université des ANE			-	500 000	-	-
Edition des actes (livre blanc) de l'université	Document	500		3 000	1 500 000	1 500 000
Banderoles (Université 2 bâches + 14 pour Foras)	14 Bâche 440 gr Impression en quadri Pose œillets 4X1m		16	70 000	1 120 000	1 120 000

50% REALISE RESTANT

Rubriques	Unité	Nbre personne	Nbre jours	Cout unitaire	Cout total	PFAnE	partenaire s locaux	Partenaires nationaux
Comité scientifique	h/j	15	10	50 000	7 500 000			7 500 000
Location Salles de Conférence		1	3	300 000	900 000			900 000
Restauration 300 personnes pour 2 jours		300	3	29 000	26 100 000			26 100 000
prise en charge de personnes des régions	nuitée	42	3	50 000	6 300 000			6 300 000
pool d'experts nationaux		15	10	100 000	15 000 000			15 000 000
rapporteurs	jours	5	4	100 000	2 000 000			2 000 000
Exposition	stands	30	4	50 000	6 000 000			6 000 000
TOTAL 4					50 700 000			50 700 000
COORDINATION								
Rubriques	Unité	Nbre personne	Nbre jours	Cout unitaire	Cout total	PFAnE	partenaire s locaux	Partenaires nationaux
Local de fonctionnement du comité de Pilotage (loyer, électricité, télépone)	mois		6	500 000	3 000 000	3 000 000		
Fourniture de bureau et petits matériels didactique	mois		6	350 000	2 100 000	1 050 000		1 050 000
Secrétariat permanent (1 SP, 1 Assistant secrétariat, 1 comptable, 1 chauffeur, entretien locaux)	mois		6	1 500 000	9 000 000			9 000 000
Frais coordination technique UAnE	mois		6	1 000 000	6 000 000			6 000 000
							_	
TOTAL 5					20 100 000	4 550 000	-	16 050 000
TOTAL 5 TOTAL GLOBAL					20 100 000 174 965 000	4 550 000 9 050 000	10 150 000	16 050 000 155 765 000